

LA DÉMOCRATIE ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

Avec **Enrico LETTA**,

Ancien président du Conseil des ministres italiens,

Président de l'Institut Jacques Delors,

Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA)



Enrico Letta (LaPresse)

Extraits de la conférence.

[...] Je vais parler de paix de façon non conventionnelle, je ne vais pas parler de guerre, je ne vais pas parler d'armes, je ne vais pas parler de paix comme absence de guerre, je vais parler de démocratie et de construction de la paix en évoquant trois grandes missions qui sont, de mon point de vue, la construction de la paix pour demain en Europe.

Mais commençons par une petite histoire. Il y a quelque temps, nous recevions à Sciences Po Paris un grand professeur venant de Singapour pour une période de rencontres avec nos étudiants. Il a beaucoup fait réfléchir nos étudiants et tout spécialement les étudiants européens avec cette provocation. Il nous disait : vous les européens, vous êtes extraordinaires, vous êtes dans une situation de contradiction énorme avec vos trois "P". Vous êtes dans la période où vous n'avez jamais eu autant de **paix**. Depuis 70 ans, il n'y a pas eu de guerre en Europe. Vous n'avez jamais eu autant de **prospérité** en Europe, vous êtes au top de la prospérité. Si vous pensez à vos parents, à vos grands-parents, il n'y a jamais eu autant de prospérité qu'aujourd'hui. Et il ajoute : qu'est-ce qu'un homme, une femme, une communauté, pourraient souhaiter de plus que la paix et la prospérité ? Vous devriez donc être heureux, mais vous êtes au top d'un troisième "P", le "P" de **pessimisme**. Comment est-ce possible qu'aujourd'hui, on puisse avoir le maximum de **paix**, le maximum de **prospérité** et en même temps le maximum de **pessimisme** ? Notre vie quotidienne nous raconte cela tous les jours.

En effet un sondage réalisé dans les grands pays du monde demandait : est-ce que c'était mieux il y a 50 ans qu'aujourd'hui ? Trois pays européens sont au top des réponses disant que c'était mieux avant. Il s'agit de l'Italie, la France et le Royaume-Uni. Pourquoi pas l'Allemagne, pourquoi pas l'Espagne ou d'autres grands pays européens ? Parce qu'il y a 50 ans, l'Allemagne était divisée (RFA, DDR), il y avait une dictature en Espagne... Mais la France, l'Italie, le Royaume-Uni, étaient les grands vainqueurs des « Trente glorieuses » comme on dit en France, « il miracolo economico » en Italie. En se comparant à ces années 1950, 60, 70, nous avons la perception que nous ne vivons pas aussi bien aujourd'hui, que c'était mieux avant. Cette perception est forte et j'ai beaucoup aimé le livre de Michel Serres « C'était mieux avant ! » qui démontre la fausseté de cette phrase.

J'introduis mon propos par ce paradoxe des trois "P" pour vous dire que l'Europe aura un futur seulement si on en fait le lieu (équipé des outils et les institutions) d'élaboration des réponses aux trois grands défis que je vois pour demain. Trois défis pour lesquels on n'était pas, jusqu'à maintenant, en condition pour répondre au mieux et pour lesquels l'Europe a donné des réponses mitigées.

1. Le défi de la technologie et de l'humanisme technologique.

C'est le plus nouveau, peut-être le plus compliqué de tous. Je le vois comme le défi sur lequel nous devons construire l'identité de la mission européenne dans le monde de demain. Le développement technologique nous effraie, nous fait peur, mais dans de nombreux domaines (la santé, les déplacements etc...) on commence à voir que, grâce à la technologie, on a des avancées énormes dans tout ce qui fait notre vie et, en même temps, on voit bien que cette technologie n'est pas neutre. C'est une question centrale pour les prochaines années à propos de laquelle on doit faire avancer nos réflexions sur l'humanisme technologique.

Il y a deux ou trois ans, je n'aurais pas eu l'idée que cette question du développement technologique était un vrai sujet. Aujourd'hui, je pense que c'est le sujet parce que chacun d'entre nous, avec son téléphone mobile dans sa poche, a l'idée que c'est un instrument bien utile. Mais ce téléphone mobile n'est pas un accessoire de plus destiné à nous simplifier la vie comme le seraient un lave-vaisselle, une voiture ou tout autre appareil pour lesquels les avancées technologiques ont un sens limité. Ce téléphone mobile, ce smartphone est quelque chose de très différent parce qu'il est le lieu où se cache notre deuxième identité.

Qu'est-ce que notre deuxième identité ? Ce smartphone raconte qui je suis ; dans ce petit appareil il y a tous mes contacts, tous mes liens, tous les sites que j'ai visités. Si on entre dans ce smartphone, on peut voir les restaurants où j'ai fait des réservations, les achats faits récemment, l'heure à laquelle j'ai sollicité une application domotique, voir si je conduis ma voiture de façon vertueuse ou non.... Bref, on accède à ma deuxième identité.

Dans la vie de l'humanité, il n'y a jamais eu un lieu où l'identité de la personne sortait de son corps physique. Si vous contrôlez les données qui sont dans mon smartphone, vous contrôlez tout ce qui a à faire avec moi, et si vous êtes en condition de contrôler des millions de données comme les miennes, vous êtes en condition de manipuler l'opinion public et de gagner des élections, de promouvoir des produits sur les marchés, de faire des chantages de toute sorte, y compris auprès des États. Vous êtes en condition de conquérir l'espace public et les cœurs pour gagner les guerres de demain. Les vraies guerres de demain ne seront probablement pas sur les frontières mais dans l'utilisation et la manipulation des données. Donc ma deuxième identité est dans mon smartphone ; si quelqu'un "entre" dans ce smartphone, il entre dans mon intimité. Et j'en viens au point central. Toute notre civilisation juridique est construite sur la défense des droits de la personne. Si mon identité sort de mon corps, notre civilisation juridique est faible parce qu'elle ne sait pas comment défendre ma seconde identité. Regardez ce qui s'est passé avec les scandales de "Cambridge analytica" et il y a de nombreux autres exemples !

Voilà pour la deuxième identité ! Il y aura une troisième identité avec l'intelligence artificielle, avec les machines qui feront les choses à notre place et qui seront gérées par les concepteurs des algorithmes. Pour chacun d'entre nous, ces machines deviendront un autre moi-même. Mais quelles seront les règles ? Il n'y a aujourd'hui aucune idée arrêtée pour le cadre juridique de ces nouveaux domaines, alors quelles règles, quelles bornes, quelles limites ?

Faisons un bref retour au début des années 2000 par exemple. À l'époque, si je vous avais demandé : qui a un téléphone mobile européen ? Je pense qu'un tiers de la salle aurait répondu positivement. Et si je pose cette question aujourd'hui, qui répond

positivement ? Une personne (sur une centaine de personnes présentes). Toutes les autres personnes ont un mobile américain, coréen ou chinois. Or dans ces parties du monde, on a une conception de la protection des données personnelles bien différente de la conception européenne et si mon mobile est ma seconde identité, vous voyez les enjeux immédiatement.

[...] Nos téléphones mobiles sont donc tous américains, coréens ou chinois. Aux États-Unis la règle qui prévaut porte sur la compétitivité des "high-tech" des géants du numérique contre les Chinois et les Coréens. Il n'y a aucune réglementation concernant la protection des données personnelles. Si les dirigeants d'un de ces géants "high-tech" se trouvent dans l'alternative entre faire des profits ou protéger votre deuxième identité sans aucune obligation légale de le faire ; a-t-on un doute sur la voie qu'ils vont prendre ? Moi, je n'en ai pas. C'est ce que nous avons vu avec "Cambridge analytica", cela s'est déjà produit ; des millions de données ont été employées de façon frauduleuse à l'insu des personnes concernées.

D'un autre côté, ce qui se passe en Chine est exactement l'opposé. Les Chinois ont une approche sécuritaire où tout doit être contrôlé. Si mon smartphone est ma seconde identité, le système sait si je suis un citoyen cinq, quatre, trois, deux ou une étoile ; un bon citoyen docile ou pas.... Et c'est facile pour un système, comme le système chinois, d'entrer dans mon mobile. Si vous allez en Chine, vous ne payez plus rien cash, tout se fait désormais par paiement électronique.... Dans une approche sécuritaire, l'État entre dans chacune de nos secondes identités pour contrôler tout ce qui se passe.

Le système américain tout autant que le système chinois sont contraires à nos valeurs européennes. Moi, je suis citoyen, j'accepte que l'État me sanctionne si je suis en infraction avec la loi. Je n'accepte pas que l'État entre dans mon intimité, dans mon identité, de façon préventive alors que je n'ai enfreint aucune loi. Toute la question de la vie personnelle, de la liberté, des droits de l'homme, de la protection de la personne est dans ce sujet. Et il n'y a qu'un seul lieu au monde pour protéger les données personnelles, protéger la personne sortie de son corps physique, c'est l'Europe, c'est le Parlement européen, ce sont nos parlements nationaux, ce sont nos autorités qui y travaillent. Ce n'est pas un sujet mineur, je considère que c'est le grand défi que nous avons devant nous. Je ne sais pas quelle est votre impression quand vous recherchez une information, un renseignement avec votre téléphone mobile, mais moi j'ai l'impression qu'il me connaît mieux que moi-même. Il me propose déjà des pistes qui sont l'anticipation de ce que je recherche.... J'ai vu des films de science-fiction traitant de la vie de l'homme face aux évolutions technologiques des machines. J'aurais toujours imaginé que c'était une question pour mes enfants ou les enfants de mes enfants. Je n'aurais jamais imaginé que c'était une question à traiter maintenant. Je pense sérieusement que l'accélération de l'innovation technologique est telle que ce sera le sujet sur lequel l'Europe va trouver son identité, sa mission dans le monde. Il n'y a aucun autre endroit dans le monde où le développement technologique est associé à cette idée d'humanisme technologique, lié à notre mode de vie et à nos valeurs, respectueux des droits de l'homme, de la personne, de la protection des données personnelles

Où sont stockées toutes ces données personnelles ? Où est stockée notre seconde identité ? Probablement en Californie, en Chine ou en Corée. Que fait-on de ces données ? En savez-vous quelque chose ? Les concepteurs des algorithmes exceptés, personne n'en sait rien ! Il n'y a aucune règle dans ce domaine et l'Europe doit être le "rules setter" dans le monde de demain, le continent qui élabore les règles de cet humanisme technologique. Des accélérations énormes vont se produire dans les prochains temps et l'Europe doit être à la pointe des avancées. Je voyage beaucoup dans le monde pour Sciences Po, d'Australie au Canada, au Chili, je rencontre des communautés d'étudiants, de professeurs, qui attendent de nous, les Européens, des initiatives, qui attendent que l'Europe prenne la tête d'une mission mondiale. Ils nous

disent : seule l'Europe peut faire bouger les lignes dans ce domaine. Aucun autre centre au monde n'est capable de construire ce cadre juridique plaçant la protection de la personne au centre du système. C'est la personne qui doit être au centre et non les machines et les profits ou les contrôles réalisés grâce à elles. Je pense que c'est le grand enjeu des prochaines décennies.

Cette mission mondiale a besoin des épaules du continent entier pour faire bouger les lignes des Américains, des Chinois et des autres. Imaginez-vous que Boris Johnson fasse des adeptes ; on casse alors l'Union européenne, chacun essayant de s'en sortir plus ou moins maladroitement. Sur ces sujets comme sur beaucoup d'autres, chacun aura alors à décider s'il veut être une colonie américaine ou une colonie chinoise. Aujourd'hui nous sommes en capacité d'avancer dans ce domaine de l'humanisme technologique parce qu'ensemble nous avons la masse critique et la force politique.

2. Le changement climatique.

La question du changement climatique est l'autre grande question sur laquelle l'Europe a clairement le leadership dans le monde.

Fermons les yeux, imaginons que l'Europe s'arrête, que l'Europe n'existe plus ! Dites-moi quel pourrait être le pays important du monde qui prendrait le leadership de ce qu'on a fait avec la COP 21 à Paris ? Et surtout qui va faire le lien entre la lutte contre le changement climatique et ses effets sur la prospérité et la justice sociale ?

Comment accepter de faire des efforts en faveur de la protection de l'environnement en sachant qu'il y aura des effets limitatifs sur la prospérité ? C'est le deal qu'on présente quelquefois et je pense que c'est une erreur parce qu'on finit par perdre toute la partie du monde en grande de croissance qui nous dit, à nous les occidentaux : vous avez pollué jusqu'à maintenant et maintenant que vous êtes riches, vous allez nous stopper dans notre développement, nous ne l'acceptons pas.

L'autre grande de question est l'articulation avec la justice sociale. La France a été un lieu très intéressant à ce propos ; les "gilets jaunes" ont posé la question d'une façon très simple : la fin du mois ou la fin du monde ? La question est complexe, étatique ; on ne peut pas demander à une population en difficulté dans sa vie de tous les jours de faire des sacrifices pour améliorer une situation à long terme.

La Chine est le pays qui investit le plus dans le solaire ou l'électrique. C'est impressionnant de voir le nombre de voitures, de bus électriques en Chine. Le monde bouge et le leadership européen est essentiel. Les jeunes aussi nous interpellent et ce qu'ils font nourrit l'espoir. Ils nous envoient en même temps un petit signal pour nous dire que les réseaux sociaux ne sont pas démoniaques. Tout ce qui s'est passé dans nos écoles, dans les grandes et petites villes avec les jeunes sur l'environnement était tout simplement impossible sans les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux ont permis la circulation de ce bon message. Les européens et le reste du monde nous demande des actions concrètes sur ce sujet. Vous avez vu, comme moi, le rebond de participation aux élections européennes de mai 2019. Lors des premières élections du Parlement européen au suffrage universel, en 1979, il y avait eu 62% de participation et depuis cette participation a régulièrement baissé jusqu'en 2014 avec 42,6%. Cette année, grâce aux jeunes, elle atteint 50,6%. C'est énorme, cela représente des dizaines de millions de suffrages supplémentaires et principalement des jeunes qui sont allés voter.

3. La question migratoire.

C'est la question sur laquelle j'ai le plus travaillé. Demain (18/09/2019) le Président Macron sera à Rome pour une visite importante qui, je l'espère, va relancer la relation franco-italienne qui a si tristement souffert ces derniers neuf mois et qui est essentielle pour l'Europe. Le futur sera un futur de mobilité, on le sait tous très bien. Il faut donc se donner les outils pour gérer ces mobilités. Sans outils, à chaque arrivée d'un bateau transportant quelques réfugiés sauvés de la noyade en Méditerranée, on sera débordé

et on donnera à nos concitoyens l'idée que l'État n'est pas en condition de gérer. C'est ce qui a fait monter les extrêmes dans nos pays, parce que le grand message des États et de l'Union européenne consistait à dire : on n'est pas en condition, on n'y arrive pas. Mais pourquoi n'y arrive-t-on pas ? Les États sont puissants, ont des moyens, et on n'y arrive pas ? Même pour la grande question de la guerre civile en Syrie qui a bouleversé le continent, qui a provoqué le Brexit, provoqué la montée des extrêmes et des populismes, les chiffres parlent. La Syrie était un pays de 22 millions d'habitants. 7 millions sont partis à cause de la guerre, 3 millions sont allés en Turquie, 1,5 million au Liban (un pays de 4 millions d'habitants ! C'est comme si 20 millions de réfugiés étaient arrivés en France.), 1,5 autre million sont allés en Jordanie et un million sont venus en Europe, dans un continent de 500 millions d'habitants et ce fut la catastrophe parce qu'on n'a pas voulu gérer la chose entre le niveau européen et les niveaux nationaux. On peut gérer l'arrivée d'un million de personnes dans un continent de 500 millions d'habitants. Mais si ces personnes vont toutes en Allemagne ou en Italie ou en Grèce... on n'y arrive pas. La dimension institutionnelle communautaire est incontournable et fondamentale. Le Parlement européen a trouvé les moyens de faire quelques avancées mais, de mon point de vue, il faut un nouveau traité européen sur l'immigration. Avec les 27 ou 28 États membres, certainement pas ! Avec les pays qui sont volontaires pour gérer une situation complexe. Il faut trouver une position politique entre les deux extrêmes ; entre la position portée par Le Pen ou Salvini et une position éthique portée par exemple par le pape François. Il faut une position politique qui soit capable de créer une troisième voie politiquement gérable qui n'effraie pas nos concitoyens qui voient une absence de solution, de moyens de gestion et qui ont peur. La plus grande partie des migrants vont dans les parties de nos sociétés, de nos villes, de nos États qui sont les plus défavorisées et, naturellement, des conflits terribles éclatent entre les derniers et les avant-derniers de nos sociétés. On évite tout cela s'il y a une capacité de gestion.

Pour conclure. J'ai cherché à vous présenter les raisons pour lesquelles l'Europe a un futur pour nos jeunes, pour nos enfants. Le discours sur la paix qu'on a toujours fait est absolument essentiel. L'Europe a garanti la paix, c'est vrai ! Mais le futur est surtout lié à ces grands sujets que j'ai essayé d'aborder. Le rôle de l'Europe y est fondamental à condition qu'elle soit unie et plus forte sinon chacun de nos pays sera un "rules tacker" comme disent si bien les anglais avec leurs formules concises et imagées. Nous serons tous des "rules tackers", ceux qui prennent et appliquent les règles établies par les autres. Par qui ? Probablement par le nouveau G2, Chine-États-Unis, qui prend forme. Franchement, j'aime beaucoup les Américains, j'aime aussi beaucoup les Chinois, mais je voudrais que mes enfants grandissent et vivent dans un monde européen et italien et seule une Europe unie peut garantir leur futur et le notre.

Échos à quelques questions-réponses.

[...] L'Europe est un espace de paix, de prospérité et de liberté. Quand vous décrivez les menaces que fait peser sur nous le développement technologique, ne serions-nous pas tentés de renoncer à une partie de cette liberté au profit de la sécurité ?

E.Letta. C'est une tentation très forte dans nos sociétés au point que, dans quelques pays européens, la question de l'État de droit est remise en cause non pas par des minorités qui chercheraient à prendre le pouvoir, mais par les majorités qui sont au pouvoir. Dans mes propos, j'ai beaucoup lié la question des libertés à la question du développement technologique. Le futur de nos libertés est lié à la construction de la relation à établir entre les progrès technologiques et les droits de la personne. Je pense que c'est un sujet sur lequel ou bien on a une réflexion sur notre cadre juridique général ou bien ce sera très très compliqué. On commence à en discuter dans les

universités, dans les lieux juridiques, académiques.... On commence à s'apercevoir que c'est un grand sujet du futur, la liberté, le développement technologique, la propriété et l'emploi des outils technologiques.... Mais il y a une autre contrainte épouvantable : le temps du pouvoir de décision politique en démocratie est très lent par rapport au temps des innovations technologiques....

[...] À propos de l'humanisme technologique. La grande nouveauté des toutes dernières années, est l'émergence du modèle économique chinois qui arrive à maintenir la prospérité économique appuyée sur un très fort développement technologique en se moquant éperdument des libertés publiques sans que cela fasse, apparemment, un gros problème intérieur. Il y a émergence d'un nouveau modèle qui fait directement concurrence au modèle européen. Vous nous avez dit que c'est à l'Europe d'édicter les règles de l'humanisme technologique. L'Europe est-elle vraiment en capacité, a-t-elle vraiment les moyens d'imposer cela à l'échelle du monde ?

E.Letta. Sur cette question de l'humanisme technologique, je pense que ou c'est nous, ou c'est personne. On peut imaginer qu'au Canada, en Nouvelle Zélande, on s'empare de ce genre de problème, mais ce ne sont pas ces pays qui vont produire les règles ; c'est nous ou les Chinois ou les Américains. Le futur chinois est une grande énigme parce qu'en effet ce que la Chine a fait pendant les quinze dernières années est probablement le plus incroyable miracle économique de l'histoire de l'humanité. En quinze ans, la Chine a évité que 500 millions de personnes se trouvent dans une situation de pauvreté extrême proche de la mort. Il y a seulement trente ans le PIB de la Chine était 2% de celui du monde, il en est aujourd'hui à 20 % et va encore augmenter. C'est un miracle mais je ne pense pas que ce schéma puisse encore durer pendant les vingt prochaines années. Je vois les étudiants chinois qui viennent étudier chez nous, ils rentreront en Chine et ils sont nombreux à sortir de Chine pour y retourner quelques années plus tard. Je ne crois pas que dans vingt ans la Chine sera comme aujourd'hui. J'étais en Chine au mois d'août pour des rencontres universitaires pas très loin de Hong Kong et les gens me demandaient des informations sur ce qui se passait chez eux et ils me disaient : vous connaissez mieux ce qui se passe chez nous que nous-mêmes et c'est intolérable. Je ne sais pas comment cette situation va évoluer mais c'est un sujet en évolution très sensible.

Je pense aussi que c'est le seul narratif positif, une grande mission, pour l'Europe de demain. J'ai changé d'avis sur l'Europe, je n'aurais jamais fait ce discours il y a cinq ou dix ans. Aujourd'hui je le fais parce que je vois que ce dualisme américano-chinois est omniprésent dans notre vie quotidienne et qu'il va dominer nos vies.

Ou bien on construit une troisième voie, ou bien on doit choisir entre les deux ! Et je ne voudrais pas être obligé de choisir.